

[Text]

We believe the market is a better guarantee of quality and variety than the government. If there are presently problems with the way the market is working, improve the market but do not replace the market with the government. For example, a registry of child care services that would list the different kinds of child services available, which would run similar to our land titles offices, may be a way government could assist the market. Government monopolies tend to become aloof and unresponsive to the changing demands of people.

We believe the family is a basic institution in society. Even though the family is changing, we still believe the government should support the parent or parents or guardians of the children rather than put in government programs that would intervene in the family union. Any government program should be neutral with regards to people's preferences. If a woman prefers to be home, the program of day care should not force a mother to do otherwise to benefit from the program. Government should help only those who need help and the benefit should be assignable by the parents to the institution of their choice with minimum direction from the government.

We believe the government should represent the philosophy of the people, not impose philosophy on people. The Saskatchewan Association of Independent Church Schools stands against imposed philosophy. We do not want to be taxed again for another system we cannot support.

• 1105

In a summary of our brief, we stand generally opposed to the federal task force on child care and its recommendation of a national day care system. We are philosophically opposed in essence, because we believe children are the responsibility of their parents, and that the best interests of the parents and of the families of this society are served not by government intervention, but by government support of parents fulfilling their own responsibilities.

• 1110

We are economically opposed because we see the child care system imposing yet another immense and unnecessary tax burden on all of society. We believe that a free market child care system would be far more appropriate, particularly so when the parents bear the total responsibility to the quality of care and for the costs incurred.

Finally, we have major concerns about the regulatory aspect of the child care setting; in particular being most concerned about the poor success that we feel the public school system has had and foresee the same potential problems occurring in the child care system. We believe parents, as consumers, and not the state, should be the regulators of child care.

[Translation]

des garderies, entre autres, les haltes pour enfants que nous avons actuellement.

A notre avis, le marché offre de meilleures garanties de qualité et de variété que l'état. Si le marché laisse actuellement à désirer, il faut l'améliorer mais cela ne veut pas dire que l'état doit s'y substituer. Le gouvernement devrait peut-être envisager la possibilité de créer un registre de toutes les garderies d'enfants qui existent dans le pays comme cela se fait notamment pour le cadastre. Les monopoles de l'état ont trop souvent tendance à ne pas tenir compte des besoins des citoyens.

La famille constitue la cellule fondamentale de la société. Même si la famille évolue, nous sommes d'avis que le gouvernement devrait aider les parents des enfants ou ceux qui en ont la garde plutôt que de mettre sur pied un réseau de l'état qui s'ingérerait dans la famille. Par ailleurs, les programmes offerts par l'état doivent rester neutres. Ainsi si une femme préfère rester chez-elle pour s'occuper de ses enfants, il ne faut pas la décourager en la privant de certaines aides dont elle aurait pu profiter si elle allait travailler à l'extérieur. L'état doit aider uniquement ceux qui en ont vraiment besoin et l'aide éventuelle doit pouvoir être utilisée par les parents pour placer leurs enfants dans l'établissement de leur choix.

L'état doit représenter le point de vue des citoyens et non pas imposer son point de vue aux citoyens. Notre association est contre toute orientation imposée par en haut. Nous ne voulons pas avoir à payer des impôts pour un système dont nous ne profiterions pas.

Dans le résumé de notre mémoire, nous nous disons opposés de façon générale à l'action du groupe de travail fédéral sur la garde des enfants et à sa recommandation touchant un système national de garderies. Il s'agit d'une position de principe, parce que nous pensons que les enfants sont la responsabilité de leurs parents et que les meilleurs intérêts des parents et des familles qui forment notre société sont servis non pas par l'ingérence gouvernementale mais par l'aide gouvernementale aux parents dans l'accomplissement de leur rôle propre.

Nous sommes également opposés aux propositions du rapport pour des raisons économiques; nous craignons en effet que le dispositif proposé ne soit pour l'ensemble de la société qu'une charge fiscale supplémentaire inutile. Nous pensons au contraire qu'il faudrait, dans le domaine de la garde d'enfants, faire confiance au jeu des forces du marché, d'autant plus que ce sont les parents qui portent l'entière responsabilité, aussi bien du point de vue de la qualité que du point de vue financier.

Finalement, la façon dont ce nouveau dispositif serait réglementé nous inquiète également; nous constatons, avec regret, que les écoles publiques ne donnent pas de bons résultats, et nous craignons qu'il en soit de même d'un réseau étatisé de garde d'enfants. Nous ne pensons pas que ce soit à l'Etat, mais plutôt aux parents, qui sont consommateurs du service, d'en assumer l'organisation.